

Actuel

Politique de sécurité:

L'industrie suisse d'armement est importante pour la sécurité nationale

Rencontre d'information du cstd durant la session:

Politique, administration et industrie en colloque

Régime d'exportation:

Respecter les décisions démocratiques

Politique de sécurité

L'indépendance requiert des capacités industrielles

L'industrie de la sécurité et des techniques de défense constitue un pilier essentiel d'une politique suisse de sécurité indépendante. Elle garantit que l'armée, la police et les sociétés de sécurité privées soient correctement équipées pour accomplir leur mission en faveur de la population.

«Il est important pour la sécurité nationale de préserver la capacité industrielle de l'industrie d'armement suisse», peut-on lire dans le Rapport sur la politique de sécurité 2010. Nombre d'autres documents officiels soulignent l'importance d'une industrie de défense nationale. En outre, la population suisse s'est exprimée à plusieurs reprises en faveur du maintien d'une industrie de la sécurité performante – la dernière fois en date en rejetant sans appel

l'initiative du GSsA pour l'interdiction des exportations en novembre 2009.

Le matériel protège notre milice

Quelle est exactement l'importance de disposer d'une base industrielle propre? Prenons l'exemple de l'armée, le principal acteur de la sécurité. La qualité de l'armée dépend d'une série de facteurs, comme le personnel, la doctrine, l'instruction, l'organisation et aussi le matériel. L'armée, ainsi que

Editorial



Exportation: davantage de marge de manœuvre pour le Conseil fédéral

On a pu lire récemment dans la presse que le Conseiller fédéral Schneider-Ammann voulait assouplir l'Ordonnance sur le matériel de guerre (OMG), en l'occurrence les critères d'autorisation à l'exportation. Le Tages-Anzeiger a qualifié la démarche de «sucrerie en faveur de l'industrie d'armement». Dans les faits, il n'y a toutefois pas encore de propositions concrètes sur lesquelles il soit possible de prendre position.

Le Cercle de travail sécurité et techniques de défense (cstd) s'est toujours engagé pour que l'industrie suisse ne soit pas désavantagée en comparaison avec ses concurrents européens. A cet égard, les demandes d'exportation doivent être traitées au cas par cas, dans le cadre d'une évaluation politique globale. Sous le régime de l'ordonnance actuelle, cela n'est guère possible. Des critères d'exclusion forcée restreignent trop la marge de manœuvre du Conseil fédéral. Une éventuelle révision de l'OMG devrait commencer par là.

Jean-François Rime

Conseiller national, co-président du cstd



Une industrie indigène des techniques de défense renforce la sécurité nationale et permet le transfert technologique entre secteurs militaire et civil. Photo: les finitions d'un PC-21 dans les ateliers de montage de l'entreprise Pilatus.

Continuation article 1^{er} page

les citoyennes et citoyens effectuant leur service militaire, ont le droit de disposer du matériel le plus adéquat pour l'accomplissement de leur mission. La qualité du matériel a donc un impact non seulement sur le succès des interventions, mais aussi, en dernière conséquence, sur la vie de nos soldats. Au bénéfice d'une riche tradition, l'industrie suisse d'armement est dans de nombreux domaines sur pied d'égalité avec la concurrence internationale; dans certains marchés de niche, elle joue même le rôle de leader.

Naturellement, s'approvisionner entièrement en matériel de défense national n'est ni réaliste, ni souhaitable pour un petit pays comme la Suisse. Mais, même sans viser l'autarcie, une industrie nationale des techniques de défense forte accroît la sécurité nationale. Premièrement, le niveau d'indépendance d'approvisionnement détermine la mesure dans laquelle la Suisse dépendrait d'autres Etats et d'entreprises étrangères en cas de crise. Deuxièmement, une indépendance unilatérale est ainsi remplacée par des dépendances

mutuelles, ce qui accroît la liberté d'action de la Suisse.

La montée en puissance nécessite des capacités industrielles

Au cours des dernières années, l'armée suisse a été de plus en plus adaptée en fonction des engagements vraisemblables, la défense classique du territoire perdant un peu de sa signification. L'importance d'une industrie indigène d'armement a encore augmenté avec ce que l'on appelle le «concept de montée en puissance». Celui-ci prévoit que l'armée ne doit pas disposer en permanence de l'entière capacité de défense contre une attaque militaire (pouvoir-faire) mais doit se limiter à conserver et à développer les connaissances et les compétences nécessaires pour atteindre cet objectif (savoir-faire).

Ces lacunes opérationnelles doivent en tous les cas pouvoir être comblées à temps, lorsqu'une menace militaire se dessine. Outre un plan prévisionnel et une procédure décisionnelle d'acquisition rapide, il est aussi nécessaire de disposer d'une capacité

industrielle qui repose sur une base technologique suffisamment large. L'objectif doit être de maintenir, dans les domaines clés indispensables, une autonomie minimale qui permette néanmoins d'assurer une indépendance matérielle maximale. Plus le propre know-how est grand, plus la dépendance face aux industries et aux Etats étrangers est petite. L'adage prend ici toute sa signification.

Pas seulement pour l'acquisition

L'industrie suisse de sécurité n'est pas seulement importante pour l'acquisition des biens de défense en temps de crise. Il en va également du maintien de la compréhension des systèmes, des connaissances poussées des techniques d'armement et de leurs capacités. Cela ne concerne pas seulement les nouveaux achats mais aussi la formation, la fourniture et la maintenance de systèmes complexes déjà opérationnels. En définitive, c'est l'ensemble de la place industrielle suisse qui profite des transferts technologiques du complexe militaro-civil.

Nouvelle coprésidence du cstd

Après plusieurs années d'un engagement riche en succès, l'ex-Conseillère nationale Sylvie Perrinjaquet et l'ex-Conseiller aux Etats Bruno Frick se sont retirés de la coprésidence du Cercle de travail sécurité et techniques de défense (cstd). La nouvelle coprésidence est assurée par la Conseillère nationale Corina Eichenberger (PRD/AG), le Conseiller national Jean-François Rime (UDC/FR) et le Conseiller aux Etats Paul Niederberger (PDC/NW). Le cstd remercie les anciens et nouveaux coprésidents de leur engagement.



Conseillère nationale Corina Eichenberger



Conseiller national Jean-François Rime



Conseiller aux Etats Paul Niederberger

Session d'été: rencontre d'information du cstd du 13 juin 2012

Politique, administration et industrie en colloque



La secrétaire d'Etat Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch, directrice du SECO, s'est exprimée sur le thème: l'industrie suisse d'armement, entre économie et politique.

Malgré son importance pour la Suisse en termes économiques et de politique de sécurité, l'industrie d'armement fait souvent l'objet de critiques infondées dans l'opinion publique et les médias. Le Cercle de travail sécurité et techniques de défense (cstd) a abordé ce thème controversé, au cours d'une rencontre d'information tenue durant la session d'été du Parlement. «Les biens d'armement contribuent à la sécurité d'une société», a souligné la secrétaire d'Etat Marie-Gabrielle

Ineichen-Fleisch, directrice du SECO. Néanmoins, il faut prendre garde à ce qu'une utilisation abusive ne remette pas en question l'objectif sécuritaire. C'est pourquoi la politique suisse de contrôle à l'exportation doit viser à empêcher les abus et non pas relever d'une interdiction générale.

Chef du développement des systèmes de surveillance des vibrations en aéronautique, auprès de l'entreprise spécialisée Meggitt Sensing Systems

à Fribourg, Peter Kupferschmied a pour sa part expliqué l'importance du régime d'exportation pour les produits utilisables en matière civile et militaire. «Même si le domaine militaire ne représente que 10% du chiffre d'affaires global de Meggitt, chaque restriction d'exportation a inévitablement aussi des conséquences sur nos activités commerciales civiles.» Aucun client ne pourrait financer des coûts de développement séparés entre produits civils et militaires.

La société Rheinmetall Air Defence AG à Zurich fabrique des systèmes de défense aérienne, notamment pour la protection d'infrastructures critiques. Vice-président de la division «Marketing and Product Management», Fabian Ochsner a critiqué l'attitude en partie hypocrite de la Suisse envers les pays du Moyen-Orient: «Comment justifier que nous puissions exporter des technologies pour l'extraction pétrolière en Arabie saoudite et que, simultanément, il ne soit pas autorisé de protéger ces installations par des armes défensives?»

Au cours de la discussion qui s'ensuit, il y eut consensus sur l'importance de l'industrie suisse de sécurité et de techniques de défense. La survie de cette industrie dépend des possibilités d'exportation, qui doivent se fonder sur des critères d'autorisation fiables, en s'orientant sur les pratiques des Etats partenaires européens.

Grenades à main en Syrie

L'industrie respecte le régime strict d'exportation

Selon les médias, des grenades à main fabriquées par RUAG ont été retrouvées en Syrie. Il est possible que des grenades légalement exportées aient été par la suite réexportées vers des Etats tiers par l'Etat récipiendaire. Des enquêtes sont actuellement menées par le Département fédéral de l'économie, respectivement le SECO. En outre, la Suisse et les Emirats arabes unis (EAU)

ont créé une commission d'enquête commune.

Pour l'heure, force est de constater que l'industrie suisse de défense a parfaitement observé les strictes prescriptions de la législation suisse. Les rares cas de réexportation abusive sont regrettables. Que ce soit en matière de techniques de défense ou pour tout autre bien

à l'exportation, on ne peut toutefois exclure de telles éventualités. Un durcissement de la législation ou de la pratique d'autorisation reviendrait à punir les fausses entités, en l'occurrence les entreprises suisses high-tech qui agissent correctement et conformément à la loi.

Exportation dans les Etats arabes

Respecter les décisions démocratiques

Les interventions parlementaires sont un moyen que les élus du peuple peuvent utiliser pour agir directement et personnellement sur la législation et la gestion administrative. Elles sont indispensables au fonctionnement d'une démocratie semi-directe comme la nôtre. Reste que lorsque les opposants à l'exportation de techniques de défense déposent quasiment au rythme d'une fois par mois les mêmes demandes, cela devient pour le moins douteux. Il semblerait que ces parlementaires cherchent en premier lieu à

occuper l'administration, à mener un combat électoral permanent et à attirer l'attention sur le Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA).

Ainsi, la gauche et les verts ont à eux seuls déposé depuis 2011 six interventions qui exigent l'interdiction d'exporter dans les Etats islamiques ou «autoritaires». Toutes ont été clairement rejetées par le Conseil fédéral et/ou le Conseil national; la dernière en date, une motion de l'ex-Conseiller national Josef Lang, rejetée par 101 voix

contre 54. A juste titre, le Gouvernement et la majorité du Parlement sont d'avis que les demandes d'exportation doivent être examinées au cas par cas, d'après les règles strictes de la législation suisse sur les exportations. Outre le respect des principes de politique étrangère et des engagements internationaux de la Suisse, une évaluation globale doit aussi prendre en compte les considérations économiques et de politique de sécurité. Des interdictions totales vers certains Etats ou toute une région n'ont pas lieu d'être.

Cercle de travail sécurité et techniques de défense (cstd)

Qui sommes-nous?

Le Cercle de travail sécurité et techniques de défense (cstd) est un groupement d'intérêt de l'industrie suisse de la sécurité et des techniques de défense. Il comprend plus de soixante personnalités des milieux de la politique, de l'économie et de la société.

Que voulons-nous?

Les membres du Cercle de travail sécurité et techniques de défense visent une politique de sécurité réaliste et crédible. Ils veulent contribuer à ancrer dans la conscience de la société et de la politique l'importance économique et en matière de politique sécuritaire d'une base industrielle suisse adéquate dans le domaine des techniques de défense. Et ils s'engagent en faveur de conditions-cadres légales et politiques permettant à cette industrie une existence économique en Suisse. Cela comprend notamment un régime d'exportation basé sur les règles et la pratique des pays partenaires européens.

Qua faisons-nous?

Le cstd édite des publications, des communiqués de presse et des argumentaires, organise des manifestations d'information et favorise les contacts entre politique, administration et industrie.

Mentions légales

Cercle de travail sécurité et techniques de défense (cstd), CP 65, 8024 Zurich
Internet: www.cstd.ch, E-mail: info@cstd.ch
Téléphone: 044 266 67 46, Fax: 044 266 67 00

Notre présidence

Corina Eichenberger, Conseillère nationale PRD, AG
Paul Niederberger, Conseiller aux Etats PDC, NW
Jean-François Rime, Conseiller national UDC, FR

Nos membres

Hans Altherr, Conseiller aux Etats PRD, AR
Isidor Baumann, Conseiller aux Etats PDC, UR
J. Alexander Baumann, ancien Conseiller national UDC, TG
Roland Beck, ancien Rédacteur en chef de l'ASMZ
Stephan Bieri, ancien vice-président du Conseil des EPF
Hans-Ulrich Bigler, Directeur de l'Union suisse des arts et métiers (USAM)
Markus Blass, Vice-président de la SSOART
Peter Briner, ancien Conseiller aux Etats PRD, SH
Martine Brunschwig Graf, ancienne Conseillère nationale PRD, GE
Yannick Buttet, Conseiller national PDC, VS
Jakob Büchler, Conseiller national PDC, SG
Rolf Büttiker, ancien Conseiller aux Etats PRD, SO
Hermann Bürgi, ancien Conseiller aux Etats UDC, TG
Hervé De Weck, Rédacteur en chef de la RMS à la retraite
Peter Dietrich, Directeur Swissmem
Josef Dittli, Conseiller d'Etat PRD, UR
Corina Eichenberger, Conseillère nationale PRD, AG
Eduard Engelberger, ancien Conseiller national PRD, NW
Charles Favre, ancien Conseiller national PRD, VD
Peter Forster, Rédacteur en chef du Schweizer Soldat
Jean-René Fournier, Conseiller aux Etats PDC, VS
Sebastian Frehner, Conseiller national UDC, BS
Bruno Frick, Ancien Conseiller aux Etats PDC, SZ
Andrea Martina Geissbühler, Conseillère nationale UDC, BE
Ida Glanzmann-Hunkeler, Conseillère nationale PDC, LU
Alois Gmür, Conseiller national PDC, SZ
Ursula Haller, Conseillère nationale PBD, BE
Ernst Hasler, ancien Conseiller d'Etat UDC, AG
Brigitte Häberli-Koller, Conseillère aux Etats PDC, TG
Hans Hess, Conseiller aux Etats PRD, OW
Lorenz Hess, Conseiller national PBD, BE
Stefan Holenstein, Vice-président GGStOf
Gabi Huber, Conseillère nationale PRD, UR

Thomas Hurter, Conseiller national UDC, SH
Markus Hutter, Conseiller national PRD, ZH
Robert Keller, ancien Conseiller national UDC, ZH
Alex Kuprecht, Conseiller aux Etats UDC, SZ
Daniel Lätsch, Commandant de l'École d'état-major général
Arthur Liener, Chef d'état-major général à la retraite
Filippo Lombardi, Conseiller aux Etats PDC, TI
Peter Malama, Conseiller national PRD, BS
Alfred Markwalder, ancien directeur général de l'armement
Werner Messmer, ancien Conseiller national PRD, TG
Christian Miesch, ancien Conseiller national UDC, BL
Walter Müller, Conseiller national PRD, SG
Paul Niederberger, Conseiller aux Etats PDC, NW
Guy Parmelin, Conseiller national UDC, VD
Sylvie Perrinjaquet, ancienne Conseillère nationale PRD, NE
Bruno Pezzatti, Conseiller national PRD, ZG
Urs Ramseier, ancien président de la Société Suisse Technique et Armée (STA)
Stéphane Rezzo, Industriel
Urs Rinderknecht, Association de politique de sécurité et de techniques de défense (VSWW)
Jean-François Rime, Conseiller national UDC, FR
Marco Romano, Conseiller national PDC, TI
Ulrich Schlüter, ancien Conseiller national UDC, ZH
Martin Schmid, Conseiller national PRD, GR
Carlo Schmid-Sutter, ancien Conseiller aux Etats PDC, AI
Daniela Schneeberger, Conseillère nationale PRD, BL
Pius Segmüller, ancien Conseiller national PDC, LU
Luzi Stamm, Conseiller national UDC, AG
Philippe Stähelin, ancien Conseiller aux Etats PDC, TG
Albert Vitali, Conseiller national PRD, LU
Hansruedi Wandfluh, Conseiller national UDC, BE
Christian Wasserfallen, Conseiller national PRD, BE